

LES ET AUX MARCHÉS », LES PLANS D'AUSTÉRITÉ O PÉENNES VERS UNE RÉCESSION SANS PRÉCÉDENT

, à pas de gérant

Mais à Berlin, Angela Merkel considère que faire attendre Athènes a une vertu « pédagogique ». En substance: voilà les souffrances qu'on endure quand on fait preuve de « laxisme » budgétaire. Le message n'est pas destiné qu'à Athènes. Ce qui fait les affaires du commissaire européen à l'Economie. Olli Rehn prépare en effet un ensemble de propositions visant à durcir et à rendre plus opérationnel le « pacte de stabilité ».

11 avril

A l'issue du sommet du 25 mars, Nicolas Sarkozy triomphe: « la zone euro prend son destin en main ». Las, faute de calendrier précis, et du fait des réserves allemandes, les décisions restent virtuelles. Dans les jours qui suivent, la Grèce ne retrouve pas « la confiance des marchés ». Le 11 avril, les grands argentiers de l'UE adoptent, par vidéoconférence, certaines modalités des prêts à la Grèce. Le 23 avril, le premier ministre grec doit constater que son pays ne peut plus emprunter à un taux raisonnable; il demande officiellement la mise en œuvre du dispositif européen.

Encore faut-il pour cela que les experts de la Commission et de la BCE vérifient que « la stabilité de l'euro dans son ensemble impose d'accorder l'aide à la Grèce », temporeise la chancelière allemande. *Le Monde* barre sa Une d'un pathétique « *L'euro baisse, l'euro-scepticisme gagne* »⁽¹⁾, et se désespère dans son éditorial: « *L'Europe fait chaque jour un peu plus étalage de son impuissance* ».

2 mai

Cette fois, l'inquiétude est réelle. Le 2 mai – un dimanche – les ministres des finances de la zone euro annoncent un plan précis, beaucoup plus considérable que prévu, qui s'étalera sur trois ans. Tous les pays de la zone promettent des prêts bilatéraux à Athènes, pour un montant total de 80 milliards d'euros, et un taux de 5 %. Même les Etats les plus en déficit devront prêter, et pour cela emprunter... à un taux supérieur. Le FMI avancera quant à lui 30 milliards.

La répartition prévoit par exemple un coût de 16,8 milliards pour la France (250 euros par habitant), et 1,28 milliard pour la déjà exsangue Irlande (290 euros par habitant). En réalité un peu plus, puisque le premier ministre slovaque annonce que son pays ne se pressera pas pour payer.

En « échange », le premier ministre grec doit s'engager sur une « thérapie de choc » qui dépasse encore les mesures drastiques déjà annoncées: suppression des treizième et quatorzième mois pour les fonctionnaires (plusieurs milliers d'euros par an en moins sur des traitements déjà modestes), coupes dans les retraites, allongement de la durée de cotisation de 37 à 40 annuités, nouvelle hausse de la TVA (23 %), facilitation des li-

ciements, accélération des libéralisations des services publics... Le patron du FMI, Dominique Strauss-Kahn, se dit « admiratif de l'extrême rigueur choisie par le gouvernement Papandréou ».

Mais le répit ne dure guère. Le surlendemain, la tempête se déplace sur l'Espagne. La presse favorable à l'intégration européenne adopte un ton de plus en plus alarmiste – « l'euro est en danger ». Malgré leurs divergences officielles persistantes, le président français et la chancelière allemande rédigent une lettre à leurs homologues, qui appelle à « préserver la stabilité et l'unité de la zone euro ». Ils préconisent de renforcer, à l'avenir, la surveillance des budgets des Etats, mais aussi d'élargir ce contrôle aux « questions structurelles et de compétitivité ». Comprendre par exemple: les « coûts » salariaux. François Fillon choisit ce moment pour annoncer un plan sans précédent de réduction des dépenses publiques françaises (*lire ci-contre*).

7 et 9 mai

Le 7 mai, un sommet de crise est improvisé. Chefs d'Etat et de gouvernement des Vingt-sept arrêtent le principe d'un plan massif pour « sauver l'euro ». Le 8 mai, le président américain – inquiet de voir que les exportations européennes pourraient devenir plus compétitives avec un euro qui faiblit face au dollar – appelle Angela Merkel, toujours réticente à engager directement les finances fédérales. *Le Figaro*⁽²⁾ titrera sur « *l'intervention décisive de la Maison-Blanche* ». Barack Obama joint également le chef du gouvernement espagnol, qui hésite encore sur l'ampleur des sacrifices à imposer à son peuple.

Le dimanche 9 mai, les ministres européens tiennent conclave dans la fièvre, et conviennent des modalités du plan quelques heures avant l'ouverture des marchés financiers. L'annonce est conçue pour impressionner: 750 milliards sont mis – virtuellement – sur la table, susceptibles d'être accordés sous forme de prêts aux pays en passe de faire défaut sur leur dette.

Le mécanisme est conçu en trois parties. La première est constituée par 60 milliards que la Commission européenne pourra emprunter sur les marchés, en lieu et place d'un Etat défaillant (l'article 122 du traité autorise cela « *en cas de circonstances exceptionnelles échappant au contrôle* »). Ensuite, 440 milliards devront être apportés par les Etats-membres (dont 88 milliards pour la France, réévalués ensuite à 111 milliards) sous forme de garanties à une société privée de droit luxembourgeois, qui elle-même pourra emprunter sur les marchés afin d'acheter des obligations des Etats défaillants. Enfin, le FMI devrait mettre 250 milliards au pot – un chiffre officiel puisque ses instances n'ont pas été consultées.

Virage à 180° de la BCE

Mais, plus encore que ce déferlement de milliards, c'est une décision de la BCE qui résonne comme un coup de tonnerre: celle-ci achètera désormais des titres de dettes des Etats – ce qui revient à créer de la monnaie sans contrepartie, autrement dit à « faire tourner la planche à billets ». Une véritable hérésie pour l'institut de Francfort, dont le président excluait formellement, encore quelques jours auparavant, cette hypothèse.

Le lundi 10, les marchés sont littéralement euphoriques – on le serait à moins. Hausse des bourses, envolée de l'euro. Pourtant, même du côté des aficionados de l'UE, l'inquiétude persiste. *Le Monde*⁽³⁾ relève ainsi que « *les Européens prétendent combattre une crise due à la dette par de l'endettement* » et conclut: « *le plan d'urgence permettra de faire tomber la fièvre, pas de guérir le malade* ».

Bien vu. En quelques jours, la déprime revient. D'autant que le ministre allemand des finances livrera, le 17 mai, son interprétation du plan. Il faudra, précise Wolfgang Schäuble, décider de chaque aide éventuelle au cas par cas et à l'unanimité, qui plus est en consultant à chaque fois les parlements – ce qui jette un froid chez la plupart de ses collègues. Quant à M. Trichet, il confie à l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel*⁽⁴⁾ que les marchés « *se trouvent dans la situation la plus difficile depuis la seconde guerre mondiale* ».

En réalité, ce ne sont pas les marchés, mais les pays qui pourraient bien plonger: la violence des restrictions en matière de dépenses publiques devrait avoir des effets redoutables en matière de croissance. Or toute nouvelle récession n'aurait pas seulement des conséquences sociales dramatiques; elle exclurait toute perspective de retour à l'équilibre des finances publiques», prétexte officiel à toutes les potions amères. Un cercle vicieux déflationniste aux conséquences imprévisibles pourrait bien être ainsi enclenché.

La réponse de Bruxelles (et de Berlin) vise à proposer des mécanismes de contrôle et de sanctions toujours plus drastiques sur chaque Etat-membre (*lire ci-contre*). Tel est en tout cas le sens des travaux sur la « *gouvernance économique* » engagés par les ministres des finances le 21 mai. Un rapport d'étape devrait être présenté au Conseil européen du 17 juin. Et tant pis pour ceux qui espéraient que les dirigeants européens étaient réellement préoccupés de résoudre la crise.

VANESSA IKONOMOFF

(1) 30/04/10. A noter le double sens possible du verbe « *gagne* »...
(2) et (3) 11/05/10
(4) 17/05/10



Norvège, 15 mai. Le grand quotidien *Nationen* titre: « *niveau record pour le Non à l'UE* ». Par deux fois (1972, 1994), le peuple a refusé l'adhésion. Hors UE, la Norvège a été relativement préservée de la crise. Le camp de l'indépendance n'a jamais été aussi influent, précise le journal: « *56,9% disent Non * le Oui n'a jamais été aussi faible * Sept moins de 30 ans sur dix refusent l'UE * La crise grecque influence fortement* »

Des gages, pôv... !

commentaire

Il y a fort longtemps, le général de Gaulle avertissait d'un ton sans réplique: « *la politique de la France ne se fait pas à la corbeille* » (de la Bourse). Depuis, l'Union européenne est passée par là. Résumant l'esprit de ses collègues au sortir du conseil de crise du 9 mai, le ministre suédois des finances lâchait une formule proprement ahurissante: « *nous ne pouvons pas nous permettre de décevoir les marchés financiers* ».

En d'autres termes, il faut « *donner des gages à Bruxelles et aux marchés financiers* », selon l'expression qui a fait florès dans les grands médias – une formulation qui rassemble (légitimement) les deux entités dans une même exigence. *Des gages, pauvres peuples!* semble ainsi ordonner la voix subliminale de la Finance et de l'Europe. Le terme est au demeurant approprié: les centaines de milliards destinés à garantir que les créanciers des Etats seront payés en temps et en heure doivent bien être gagés sur les sacrifices imposés aux peuples.

Le gouvernement grec a ouvert la voie (*lire ci-contre*). Le 12 mai, le Premier ministre espagnol (également socialiste), après avoir annoncé de douloureuses « *économies* » pour un montant de 50 milliards, a fini par ajouter 15 milliards de coupes supplémentaires. Rompant avec le traditionnel « *consensus social* », un arrêt de travail dans la fonction publique est prévue le 8 juin; une grève générale est même évoquée. Son homologue portugais l'a imité dès le lendemain, soutenu en cela par son opposition de droite. Peu après, le ministre italien a emboîté le pas. Le gouvernement irlandais, pour sa part, avait récompensé les électeurs d'avoir fini par approuver le traité de Lisbonne... en diminuant les traitements des fonctionnaires.

Hors zone euro, en Roumanie, des mobilisations sans précédent depuis la chute de Nicolae Ceausescu (1989) ont culminé le 19 mai. Dans ce pays, le gouvernement prévoit de diminuer de 25% les salaires des fonctionnaires et de licencier 10% de ceux-ci, ainsi que de couper 15% du montant des retraites. Quelques mois plus tôt, c'est en Lettonie que les autorités avaient amputé les traitements de 30%, et réduit une masse de retraités à la misère.

Nicolas Sarkozy ne pouvait être en reste. Le 6 mai, il fait annoncer par le Premier ministre un plan qui gèle « *en valeur* » les dépenses de l'Etat. Ce qui, compte tenu de l'inflation, signifie une baisse nette des dépenses publiques. François Fillon n'hésite pas à affirmer qu'il s'agit de respecter, « *cette fois vraiment* », les engagements de la France vis-à-vis de Bruxelles.

Cela devrait se traduire par des dizaines de milliers de suppressions supplémentaires d'emplois publics. Y compris au sein d'institutions comme Pôle emploi. Les dépenses sociales de l'Etat (aide au logement, allocations handicapés,...) sont également dans le collimateur. Les collectivités locales, en particulier les départements, risquent d'être prises entre le marteau des réductions de dotations, et l'enclume des dépenses sociales qui pourraient bien exploser. Enfin, l'assurance-maladie pourrait se voir exiger au moins 3 milliards de coupes supplémentaires (avec déremboursements à la clé), au moment même où les hôpitaux et la recherche verraient leurs crédits amputés.

Un tel plan est sans précédent dans les dernières décennies. Mais que ne ferait-on pas pour sauver l'euro (« *qui-nous-protège* »), n'est-ce pas ?

V.I.